



QUE SE PASSE-T-IL DANS LE RÉSEAU ?

L'ÉQUIPE DE LEWAP S'ÉLARGIT

LEWAP s'agrandit avec l'arrivée d'une deuxième animatrice de la plateforme début Juin 2021. Juliette Samman vient compléter l'équipe de Jasmine el-Kareh pour développer les activités de LEWAP. Elle est spécialisée en développement des partenariats et des programmes et a précédemment travaillé en France et dans plusieurs pays de la région MENA.

Pour la contacter:

juliette.samman@lewap.org

MADAD NEWS

Le programme UE-MADAD a démarré début 2021 ; dans ce cadre, LEWAP apportera un soutien technique en tant que plateforme d'animation, de communication et de plaidoyer sur l'eau et l'assainissement et mènera des activités de renforcement des capacités des Etablissements des Eaux, des autorités locales et de la société civile. La coordination entre les différents partenaires du programme est en cours, les nouvelles du projet seront partagées dans cette newsletter pour les trois années à venir.

VISITE DE TERRAIN CEWAS - LEWAP : «L'EAU DANS LA VILLE»

Le 17 Juin, l'événement « L'eau dans la ville », organisé par cewas en coordination avec LEWAP, a permis de présenter différents aspects du rôle de l'eau dans la vie urbaine à travers la visite de sites. Cet événement s'inscrit dans le cadre du Blue Peace Media Lab, mis en place par cewas et MiCT, afin de renforcer les capacités des professionnels des médias à couvrir et promouvoir la coopération et la gestion de l'eau au Moyen-Orient, dans le but d'influencer la concertation politique sur les questions liées à l'eau.

« L'eau dans la ville » a fait connaître deux projets abordant le sujet de l'eau à Beyrouth à un groupe de sept professionnels des médias basés au Liban, à travers deux visites :

- Live Love Recycle, une organisation de la société civile qui collecte et tri les déchets recyclables à l'aide d'une application mobile ; depuis son lancement, l'initiative a collecté plus de six mille tonnes de déchets recyclables, les empêchant de finir dans des décharges à ciel ouvert ou dans la mer Méditerranée.

- Zico House, un centre culturel qui héberge la cuisine collective Akleh, ainsi qu'une initiative d'agriculture urbaine ; ce projet s'organise autour d'un potager collectif sur le toit de l'immeuble et contribue à développer un modèle économique circulaire et durable, dans lequel l'économie d'eau est un objectif central.

Une troisième visite, au site de traitement des eaux usées de Ghadir, a dû être reportée et sera organisée bientôt.



L'entrepôt de tri de Live Love Recycle, Mansouriyeh, 17 Juin 2021 (Source cewas)



Agriculture Urbaine à Zico House, Hamra, 17 Juin 2021 (Source cewas)

FORMATION CEWAS : SSWM – ASSAINISSEMENT DURABLE ET GESTION DE L'EAU, AVEC UN FOCUS SUR LES BOUES DE VIDANGES – 3E ÉTUDE DE CAS.

Suite à une formation de six jours organisée en ligne par cewas et LEWAP en Novembre 2020 portant sur l'assainissement durable, mettant l'accent sur les solutions de gestion des boues de vidange, une série de trois webinaires a permis de poursuivre les échanges et la réflexion à travers des retours d'expériences . Les deux premiers webinaires ont eu lieu en janvier et mars (voir notre newsletter d'avril.

Suite à ces deux webinaires, la troisième étude de cas, organisée le 7 Juin, s'est concentrée sur les enseignements tirés d'un projet de traitement des eaux usées pour de l'habitat informel à Maalaga basé sur une technologie verte.

Il s'agit d'un projet pilote d'installation de système de traitements des eaux usées sur site, mené par Solidarités International avec des technologies développées par l'agence Mrüna, qui a été présenté aux partenaires pour clôturer la série d'études de cas du SSWM. Yann Pastel, coordinateur WASH pour Solidarités International, a présenté les contraintes et défis posés par le traitement des eaux dans le contexte d'habitat informel, qui a mené à la mise en place de ce projet.

Ziad Hussami, PDG et co-fondateur de Mrüna, a ensuite présenté le système TreeWell, une solution verte qui a été testée au cours du projet.



Pour voir l'étude de cas au complet, consultez le [lien Youtube](#).

2E ATELIER DE LA NATIONAL LEARNING ALLIANCE POUR LE LIBAN – PROJET REWATER MENA – IWMI

Le projet ReWater MENA, financé par l'Agence Suédoise de Développement et Coopération Internationale (SIDA) et mené par l'Institut International de Gestion des Eaux (IWMI), en partenariat avec de nombreuses entités et organisations au niveau local, régional et international, a pour objectif de promouvoir et développer la réutilisation des eaux usées traitées dans la région Moyen Orient Afrique du Nord (MENA), en identifiant les freins et les solutions adaptées.

Le 14 Juin, l'Institut International pour la Gestion de l'Eau (IWMI) et son bureau régional Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA), ont organisé la deuxième rencontre en ligne de la National Learning Alliance (NLA) pour présenter et mettre en discussion les principales conclusions de l'étude « Analyse du potentiel de la réutilisation des eaux pour l'irrigation au Liban », production centrale du projet Rewater MENA au Liban.

Cette étude présente une estimation du potentiel de réutilisation pour l'irrigation des 104 stations de traitement des eaux usées au Liban, en attribuant à chacune une zone et un taux de réutilisation potentiels, calculés en fonction de différents paramètres (capacité des stations d'épuration, qualité de l'eau, utilisation des terres environnantes et systèmes d'irrigation existants...). L'étude aborde également les problèmes de gouvernance du secteur de l'assainissement au Liban et anticipe l'impact de la crise financière actuelle, en soulignant les obstacles administratifs, financiers, techniques et sociopolitiques majeurs qui entravent la réalisation du potentiel de réutilisation.

La réunion NLA a rassemblé un large éventail d'acteurs clés, représentant les instances gouvernementales libanaises, des universités, des ONGs, et des bureaux d'études privés actifs dans le secteur de l'eau et l'assainissement, afin d'alimenter les résultats de l'étude de leurs retours d'expérience et contributions et planifier les prochaines étapes permettant d'augmenter les chances de réalisation du potentiel de réutilisation des eaux usées au Liban. Cette approche participative a pour objectif de faciliter les échanges, la co-création et l'innovation. Ainsi, la contribution des partenaires, au travers de la participation à cet atelier, de la validation des données rassemblées et des réponses au questionnaire, a permis un apport essentiel à cette étude ainsi que pour développer une base de donnée GIS.

Les principaux résultats de l'étude ont été présentés par le Dr Karim Eid Sabbagh en charge de l'étude, puis des ateliers en sous-groupes ont permis d'échanger sur les problématiques de gouvernance et les dispositifs envisageables pour y remédier ; l'identification, la mobilisation et la mutualisation des capacités des acteurs ; et la planification des actions à mettre en œuvre par des chercheurs, ONGs et bailleurs afin de soutenir les acteurs nationaux dans leur effort pour améliorer le traitement des eaux usées et le potentiel de réutilisation des eaux usées au Liban.

Les discussions se sont structurées en 4 groupes de travail, qui ont ensuite restitué à l'ensemble des participants la synthèse des solutions en recommandations identifiées, autour des axes de réflexions suivants : les instruments à développer pour renforcer les capacités des Etablissements des Eaux régionaux (1) ; les solutions possibles pour améliorer la participation dans le secteur de l'eau (2) ; les dispositifs institutionnels envisageables pour soutenir le développement de la réutilisation de l'eau usées au Liban (3) ; la maîtrise des risques liés à la qualité de l'eau usée réutilisée (4).

L'étude finale et les résultats seront partagés dans une prochaine newsletter.



RÉUNION ENTRE LES BAILLEURS, LE MINISTÈRE ET LES ÉTABLISSEMENTS DES EAUX

Le 2 Juin 2021, le Ministère de l'Énergie et de l'Eau (MEE), en collaboration avec l'UNICEF, a tenu une réunion de coordination avec les bailleurs pour présenter les défis et les contraintes rencontrés par le secteur de l'eau au Liban au vu de la crise économique et financière extrême que rencontre le pays, ainsi que pour discuter des moyens et opportunités de soutien au secteur pour la période 2021-2025. L'objectif de cette rencontre, au-delà d'une présentation des statuts actuels des secteurs de l'eau et de l'assainissement, a été de mettre en lumière les besoins des Etablissements des Eaux et d'identifier des solutions pour leur assurer leur pérennité.

Les discussions ont permis de prendre la mesure de l'urgence des besoins des Etablissements des Eaux qui risquent la faillite en raison de la crise économique. Suite à cette réunion, un document de plaidoyer a été élaboré pour aider à débloquer des financements et initier une discussion avec les partenaires sur leurs possibilités de soutien aux Etablissements des Eaux. Les informations et actualités seront partagées à travers la Newsletter du secteur de l'eau.

NOUVEAU CODE DE L'EAU TRADUIT PAR ACTED DANS LE CADRE DU CONSORTIUM UE-SABIL POUR DÉVELOPPER LE CYCLE D'ATELIERS SUR L'EAU

Le nouveau Code de l'Eau, ratifié par le Parlement en Octobre 2020, a été traduit en Anglais par ACTED dans le cadre du développement des ateliers sur l'eau du consortium UE-SABIL. La version traduite est disponible sur notre base de données et accessible via [ce lien](#).

Le Code de l'Eau permet une clarification et apporte davantage de détails et d'éléments à la loi sur l'eau de 2018. Parmi les apports les plus importants, il définit l'accès à l'eau comme un droit, qui porte sur toutes les composantes des services de l'eau et l'assainissement : la collecte et le traitement des eaux usées, le prélèvement et la potabilisation et la distribution de l'eau pour diverses usages, la lutte contre la pollution des ressources notamment à travers la mise en place du principe « pollueur payeur ». Les prérogatives des différentes institutions et acteurs de l'eau sont clarifiées pour permettre une meilleure gestion et protection des ressources en eau. En particulier, le Code de l'Eau prévoit la création d'un Comité National pour l'Eau pour coordonner cette gestion, pour lequel la stratégie de mise en place sera définie par des décrets exécutifs à venir. Le Code ouvre également la voie aux partenariats public-privé, dont les termes seront précisés par ces décrets. Les futures informations et analyses des changements apportés seront partagées dans cette newsletter.

OXFAM – DEUXIÈME ATELIER ET COMPTE-RENDU DE RECHERCHE DU PROJET « FONDEMENTS POUR UNE RESTRUCTURATION DES TARIFS DES EAUX ET EAUX USÉES »

OXFAM a présenté au cours d'une session en ligne organisée le 9 Juin, les conclusions de la recherche « Fondements pour une restructuration des tarifs des eaux et eaux Usées / Introduction d'un système de tarification basée sur la consommation au Liban – Enseignements et Stratégies pour une acceptation » (Oxfam). Cette recherche a été réalisée dans le cadre du consortium H2ALL financé par l'Union Européenne, et vise à apporter une base critique à partir de laquelle construire le chantier à venir de développement d'une stratégie générale de restructuration des tarifs des eaux et eaux usées.

Au cours de l'atelier, EDESSA (Engineering, Design and Environmental Services) et ECA (Economic Consulting Associates) ont présenté les résultats de l'enquête menée sur la perception des options de restructuration des tarifs auprès des ménages, qui ont permis de formuler des recommandations en termes d'actions, d'engagement de la société civile, et d'évolutions du cadre légal.

Trois rapports ont été publiés à partir de cette recherche:

- [Rapport](#) d'enquête
- [Stratégies et Recommandations](#)
- [Synthèse](#) finale



TROISIÈME TABLE RONDE POUR LA CRÉATION D'UNE AGENCE URBAINE ET DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DANS LE BASSIN DE LA RIVIÈRE ABOU ALI (AUDETA – LIBAN NORD)

Entre 2019 et 2021, le « Projet de création d'une Agence Urbaine et de Développement Territorial dans le Nord Liban » a permis de mener des études préalables à la mise en place de l'agence. Ce projet résulte d'un partenariat entre la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD), la municipalité Zgharta/Ehden, et la Municipalité de Tripoli, en coopération avec Cités Unies Liban / Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL), la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) et l'Agence d'urbanisme Flandre - Dunkerque (AGUR) ; le projet est soutenu par le Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE).

Dans ce contexte, 3 ateliers en ligne ont été organisés en Mai et Juin 2021 avec les partenaires français et libanais ainsi que les acteurs locaux, dans le but de définir le statut, les objectifs et les orientations de la future agence AUDETA.

Les deux premiers ateliers, qui ont eu lieu le 10 et le 27 Mai, ont permis d'identifier les besoins des organismes publics et les priorités de l'Agence. Les conclusions tirées de ces rencontres ont permis de créer une feuille de route préliminaire concernant trois thèmes :

- L'environnement (avec une priorité donnée à l'assainissement du bassin de la rivière Abou Ali)
- Le développement économique (incluant le tourisme et la valorisation du patrimoine culturel)
- Le transport et la mobilité

Ces résultats ont été discutés lors de la troisième table ronde du 10 juin, de façon à formaliser la feuille de route de l'Agence pour les trois prochaines années, et à organiser le travail à venir en utilisant l'approche écosystémique développée par l'Agence d'Urbanisme Flandre - Dunkerque.

Le compte-rendu du troisième atelier est disponible via [ce lien](#).



GEORGES GHARIOS, NADIM FARAJALLA ET RANA EL HAJJ : DÉFIS DES POLITIQUES DE RÉFORMES APRÈS-GUERRE POUR LE SECTEUR DE L'EAU AU LIBAN – ENSEIGNEMENTS

Cet article, publié dans le cadre du programme « Changement Climatique et Environnement » de l'Institut Issam Fares pour les Politiques Publiques et les Affaires Internationales à l'Université Américaine de Beyrouth, analyse la situation au Liban trente ans après la fin de la guerre et au vu des récentes lois sur l'eau. Il interroge le potentiel du cas libanais pour tirer des enseignements applicables aux autres pays de la région.

Résumé : Le Liban n'a pas réussi à développer correctement et ainsi à bénéficier pleinement de ses ressources en eau. Un système de gouvernance confessionnel a empêché le développement du secteur. Les lois et réglementations se sont développées de manière irrégulière avec de nombreuses lois se substituant à d'autres mais sans que les lois précédentes ne soient supprimées. Ceci a créé un environnement légal et réglementaire chaotique, avec des juridictions qui se chevauchent et une absence de mécanismes de reddition de comptes clairs. La période précédant les débuts de la guerre civile de 1975 a vu un progrès significatif à la fois des infrastructures et des lois et réglementations en lien avec la gestion du secteur de l'eau. La guerre civile a détruit les infrastructures du secteur et vidé de contenu tout contrôle réglementaire des ressources. La période de reconstruction entre 1990 et 1999 a vu la promulgation de plans de reconstruction ambitieux pour le secteur de l'eau, avec des financements qui s'appuyaient sur des emprunts auprès de débiteurs locaux et extérieurs. Après 1999, les réformes du gouvernement ont commencé à être intégrées, mais étaient souvent dictées par les bailleurs et reproduisaient les mêmes erreurs de superpositions de lois sans prescrire les lois précédentes. Parmi les points critiques, la gestion du secteur est toujours réservée à un petit nombre et les bénéficiaires des services de l'eau sont souvent ignorés.

L'article complet est disponible sur [ce lien](#).

IFI – OXFAM: LE NŒUD EAU-ENERGIE DANS LES SERVICES D'EAUX ET EAUX USÉES AU LIBAN

L'Institut Issam Fares pour les Politiques Publiques et les Affaires Internationales à l'Université Américaine de Beyrouth, en collaboration avec Oxfam, publie une série de rapports dans le cadre du projet « nœud Eau-Energie dans les services d'eaux et eaux usées au Liban ». Ce projet cherche à développer une compréhension approfondie des liens entre eau et énergie dans le cadre légal et opérationnel actuel au Liban, de façon à mesurer les obstacles et les opportunités pour améliorer les politiques, les stratégies de gestions, et les solutions.

Le projet étudie le volet énergétique des services d'eau et d'assainissement, par le biais d'une enquête et d'une analyse du cadre réglementaire, institutionnel, social, environnemental et économiques, en mettant l'accent sur le potentiel et les obstacles de la prise en compte de l'efficacité énergétique et

des énergies renouvelables. Les aspects sociaux, environnementaux et économiques de la consommation et de l'efficacité énergétique sont abordés à l'échelle du foyer et de l'Établissement des Eaux. En conclusion, une feuille de route nationale est proposée pour améliorer l'efficacité énergétique du secteur, en développant le potentiel des énergies renouvelables des services d'eau et d'assainissement.

Rapports disponibles:

- Volume 1: [Résumé analytique](#)
- Volume 2: [Analyse du réseau social](#)
- Volume 3: [Audit énergétique des secteurs de l'eau et des eaux usées](#)
- Volume 4: [Potentiel des énergies renouvelables et étude de marché](#)
- Volume 5: [Etude socio-économique du noeud Eau-Energie](#)

JON B. ALTERMAN, NATASHA HALLET WILL TODMAN: ETATS DURABLES: ENVIRONNEMENT, GOUVERNANCE, ET LE FUTUR DU MOYEN-ORIENT

Le Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales (CSIS), une organisation de recherche bipartisane à but non-lucratif visant à proposer des idées pratiques pour répondre à des défis concrets, publie un nouveau rapport, « Etats durables : Environnement, Gouvernance, et le futur du Moyen-Orient » à travers son programme pour le Moyen-Orient.

Le rapport examine des approches environnementales et durables pour la fourniture d'énergie, d'eau et d'assainissement, et de gestion des déchets, en Jordanie, au Liban et en Tunisie. Il défend qu'en plus d'augmenter la fiabilité des services, cela devrait contribuer à diffuser des compétences techniques essentielles, à rééquilibrer un pouvoir sur-centralisé dans les capitales, et à réduire le déficit de confiance entre de nombreuses populations au Moyen-Orient et leurs gouvernements. Cette étude a bénéficié des réflexions d'un comité consultatif de renom constitué de hauts responsables et d'experts, ainsi que d'un groupe de travail composé de professionnels du secteur.

Le rapport complet est accessible sur [ce lien](#).

ÉVÉNEMENTS À VENIR AU LIBAN

ATELIERS SUR L'EAU DU CONSORTIUM EU-SABIL – CALENDRIER POUR LE MOIS DE JUILLET 2021

Grâce à un financement UE MADAD, les partenaires du Consortium SABIL mènent une campagne de sensibilisation sur la gestion de l'eau et le cadre légal de l'eau dans la région de Beyrouth-Mont Liban à travers un cycle de 4 ateliers qui a lieu tous les mois jusqu'à la fin de l'année – les dates sont communiquées mensuellement.

1er atelier : Eau et changement climatique – prochaine session le 6 Juillet

2e atelier : La protection des ressources en eau – prochaine session le 13 Juillet

3e atelier : Usage durable de l'eau – prochaine session le 20 Juillet

4e atelier : Gestion des eaux pluviales en milieu urbain – prochaine session le 27 Juillet

Les ateliers sont gratuits, accessibles pour toute organisation, municipalité ou individu souhaitant s'informer sur la gestion de l'eau au Liban. Aucune connaissance préalable n'est nécessaire, les ateliers sont particulièrement conçus pour sensibiliser le grand public.

Enregistrement en ligne (et dates des sessions à venir) sur [ce lien](#).

MARDI LEWAP – DATE À VENIR (COURANT DE L'ÉTÉ)

CETTE NEWSLETTER EST PUBLIÉE PAR LEWAP, PLATEFORME D'ÉCHANGES CRÉÉE À L'INITIATIVE DUPS-EAU, AVEC LE SOUTIEN DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE ET CORSE ET DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

Contribuez à LEWAP !

Cette newsletter a été publiée afin de vous tenir informé des mises à jour dans le secteur de l'eau. La newsletter peut s'enrichir de vos contributions...

N'hésitez pas à nous communiquer toute information susceptible d'intéresser les autres membres du réseau !

contact@lewap.org